

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

55053

Projet de règlement

Loi sur le courtage immobilier
(L.R.Q., c. C-73.2)

Mesures transitoires pour l'application de la Loi — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le projet de Règlement modifiant le Règlement édictant des mesures transitoires pour l'application de la Loi sur le courtage immobilier, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à modifier l'article 23 du Règlement édictant des mesures transitoires pour l'application de la Loi sur le courtage immobilier pour permettre que les règles visées par cet article puissent s'appliquer jusqu'au 30 juin 2012. Ces règles concernent les obligations relatives à l'utilisation des différents contrats et formulaires, notamment ceux à l'égard des immeubles résidentiels.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Pierre Rhéaume, directeur général de l'encadrement du secteur financier et des personnes morales, ministère des Finances, 8, rue Cook, 4^e étage, Québec (Québec) G1R 0A4, par téléphone au numéro 418 646-7572, par télécopieur au numéro 418 646-5744 ou par courrier électronique à l'adresse suivante : pierre.rheaume@finances.gouv.qc.ca

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus au ministre des Finances, 12, rue Saint-Louis, 1^{er} étage, Québec (Québec) G1R 5L3.

Le ministre des Finances,
RAYMOND BACHAND

Règlement modifiant le Règlement édictant des mesures transitoires pour l'application de la Loi sur le courtage immobilier

Loi sur le courtage immobilier
(L.R.Q., c. C-73.2, a. 157)

1. L'article 23 du Règlement édictant des mesures transitoires pour l'application de la Loi sur le courtage immobilier (R.R.Q., c. C-73.2, r. 7) est modifié par le remplacement de « durant les 18 mois suivant le 1^{er} mai 2010 » par « jusqu'au 30 juin 2012 ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent règlement*).

55050

Projet de règlement

Loi sur la police
(L.R.Q., c. P-13.1)

Comité de déontologie policière — Preuve, procédure et pratique

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le « Règlement sur la preuve, la procédure et la pratique du Comité de déontologie policière », adopté par le Comité de déontologie policière, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être approuvé par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement détermine les règles de preuve, de procédure et de pratique qui régissent le déroulement de l'instance devant le Comité de déontologie policière et remplace les règles actuellement en vigueur.

Le projet de règlement ne révèle aucun impact sur les citoyens, sur les entreprises et en particulier les P.M.E.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à M^e Gilles Mignault, Comité de déontologie policière, 2525, boulevard Laurier, bureau A-200, 2^e étage, Québec (Québec) G1V 4Z6, numéro de téléphone : 418 646-1936, numéro de télécopieur : 418 528-0987.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours, au président du Comité de déontologie policière, M^e Pierre Gagné, 2525, boulevard Laurier, bureau A-200, 2^e étage, Québec (Québec) G1V 4Z6.

Le ministre de la Sécurité publique,
ROBERT DUTIL

Règlement sur la preuve, la procédure et la pratique du Comité de déontologie policière

Loi sur la police
(L.R.Q., c. P-13.1, a. 237)

SECTION I CHAMP D'APPLICATION ET OBJET

1. Le présent règlement s'applique à toute citation visée à l'article 195 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1).

Il vise le traitement simple, souple et rapide des citations et des procédures y afférentes dans le respect des principes de justice naturelle et d'égalité des parties.

SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Dans la computation de tout délai, le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui de l'échéance l'est.

Si un délai expire un jour non juridique ou un jour où les bureaux du Comité sont fermés, ou s'il est ordonné de faire une chose un tel jour, ce délai est prorogé au jour ouvrable suivant.

3. Toute procédure et tout document peuvent être déposés au Comité en personne, par la poste, par télécopieur ou par courrier électronique.

La date de dépôt d'une procédure et d'un document au Comité est celle de sa réception au greffe du Comité.

Les procédures et les documents expédiés par la poste sont présumés reçus au Comité le jour de l'oblitération postale.

Les procédures et documents expédiés au Comité par télécopieur sont réputés reçus à la date apparaissant sur le bordereau de transmission au greffe du Comité et ceux expédiés par courrier électronique sont présumés reçus à la date de réception apparaissant au serveur du greffe du Comité.

4. Une partie ne peut retirer en cours d'instance une pièce qu'elle a déposée au dossier, sauf sur permission du Comité et aux conditions qu'il détermine.

Si un dossier est terminé et que les délais d'appel à la Cour du Québec sont expirés, une partie peut, sur permission du greffier, retirer une pièce qu'elle a déposée.

5. Plusieurs citations, entre les mêmes parties ou non, dans lesquelles les questions en litige sont en substance les mêmes ou dont les matières pourraient être convenablement réunies, peuvent l'être par le Comité.

SECTION III ASSISTANCE OU REPRÉSENTATION

6. Quiconque assiste ou représente une personne qui comparait devant le Comité indique ses nom, qualité, adresse et numéro de téléphone ainsi que le nom de la personne qu'elle assiste ou représente.

Ces informations peuvent être données verbalement à l'audience.

7. Après préavis à la personne qu'elle assiste ou représente, toute personne ou tout avocat qui désire cesser d'occuper doit se présenter devant le Comité, afin d'en expliquer les motifs.

SECTION IV REQUÊTE

8. Toute demande au Comité est formulée au moyen d'une requête écrite, signifiée à la partie adverse, aux autres policiers cités, le cas échéant et déposée au greffe.

9. Cette requête contient les renseignements suivants :

1^o le nom ainsi que l'adresse des parties et de leur représentant, le cas échéant;

2^o le numéro du dossier du Comité;

3^o un exposé des motifs invoqués au soutien de la requête;

4^o les conclusions recherchées.

Elle doit être accompagnée des pièces à son soutien.

10. Une requête peut être présentée verbalement au cours de l'audience, si le Comité l'autorise.

11. Avant la date fixée pour l'audience, le Comité peut procéder à l'audition d'une requête par voie de conférence téléphonique, de vidéoconférence ou par tout autre mode de communication approprié.

SECTION V DIVULGATION DE LA PREUVE

12. Le Commissaire à la déontologie policière divulgue la preuve au moment du dépôt de la citation au greffe du Comité.

SECTION VI REMISE

13. Le Comité peut, pour des raisons sérieuses, reporter l'audience.

Cette demande doit être faite dès que sont connus les motifs à son soutien et être accompagnée des pièces justificatives.

Aucune remise n'est accordée du seul fait du consentement des parties.

SECTION VII CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE

14. La conférence préparatoire, tenue en présence des parties ou par voie de conférence téléphonique, a notamment pour objet :

- 1° d'identifier les questions à débattre lors de l'audience;
- 2° d'examiner la possibilité d'admettre certains faits;
- 3° d'examiner la possibilité d'entente;
- 4° de planifier le déroulement de l'audience.

15. Les ententes et les décisions prises lors d'une conférence préparatoire sont consignées dans un procès-verbal signé par le membre du Comité.

Elles régissent l'audience sauf si le membre du Comité permet d'y déroger pour prévenir une injustice.

SECTION VIII ASSIGNATION DES TÉMOINS

16. Une assignation doit être signifiée par la partie qui la requiert, à ses frais.

17. Une personne incarcérée ne peut être assignée que sur ordonnance d'un membre enjoignant au directeur ou au gardien de la conduire devant le Comité.

18. L'assignation doit être signifiée au moins trois jours francs avant la date de l'audience.

Toutefois, lorsqu'il s'avère impossible de respecter ce délai, un membre peut, sur permission inscrite sur l'assignation, réduire ce délai. Les articles 8 et 9 ne s'appliquent pas à une telle demande.

SECTION IX AUDIENCE

19. Le Comité tient les audiences à Québec, à Montréal ou à tout autre endroit qu'il détermine.

Le Comité peut tenir des audiences par voie de conférence téléphonique, de vidéoconférence, ou par tout autre mode de communication approprié.

Le Comité peut également tenir des audiences en soirée.

20. Les personnes qui assistent à l'audience doivent observer une attitude digne, respectueuse et ne pas nuire à son bon déroulement.

21. Le policier, le constable spécial, le contrôleur routier ou l'agent de protection de la faune cité, se présente devant le Comité sans arme, en tenue civile ou en uniforme.

22. Le Comité enregistre les dépositions et les représentations faites à l'audience par tout moyen approprié.

23. Toute personne peut obtenir, à ses frais, et sur demande écrite, copie de l'enregistrement fait par le Comité.

24. Le Comité ou toute autre personne désignée par celui-ci dresse un procès-verbal de l'audience dans lequel il inscrit les renseignements suivants :

- 1° le nom du membre qui préside l'audience;
- 2° la date, le lieu, l'heure du début et de la fin de l'audience;
- 3° les nom et adresse de chacune des parties, de leur représentant et des témoins entendus;
- 4° le nom et l'adresse du responsable de l'enregistrement;
- 5° le nom et l'adresse de l'interprète et la mention qu'il a prêté serment;
- 6° l'usage de la conférence téléphonique, de la vidéoconférence ou de tout autre mode de communication;
- 7° les diverses étapes de l'audience;

- 8° l'identification et la cote des pièces produites;
- 9° les incidents et les objections;
- 10° les décisions rendues séance tenante;
- 11° les admissions et ententes;
- 12° la date de prise en délibéré.

25. Le Comité peut accepter toute preuve qu'il juge utile aux fins de décider des questions qui relèvent de sa compétence.

26. La preuve par oui-dire est recevable si elle offre des garanties raisonnables de crédibilité et sous réserve des règles de justice naturelle.

27. Le Comité peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie, ordonner que les témoins déposent hors la présence les uns des autres.

28. Le témoin dépose après avoir prêté serment.

29. Le Comité peut procéder à une visite des lieux. Il en informe au préalable les parties et leur permet d'y assister aux conditions qu'il détermine.

30. Une partie admise à produire des pièces lors de l'audience doit en déposer des copies en nombre suffisant pour le Comité, le greffier, l'autre partie et les autres policiers cités, le cas échéant.

31. Une partie peut produire un rapport d'expert si, au moins 15 jours avant la date fixée pour l'audience, elle le dépose au greffe et en remet copie à la partie adverse.

Le Comité peut toutefois réduire ce délai aux conditions qu'il détermine.

32. La photographie et l'enregistrement audio ou vidéo ne sont pas permis dans la salle d'audience.

33. La partie qui soumet la preuve dans une langue autre que le français ou l'anglais doit recourir, à ses frais, au service d'un interprète.

SECTION X DÉCISION

34. Le Comité rend une décision sur la preuve recueillie à la connaissance des parties et sur laquelle elles ont eu l'occasion de se faire entendre.

35. Le Comité, s'il estime devoir considérer pour les fins de sa décision, un document qui n'a pas été déposé, en informe les parties et leur permet d'être entendues à cet égard.

36. Le Comité qui a pris une affaire en délibéré peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie et tant qu'il n'a pas rendu sa décision, ordonner la réouverture de l'audience pour les fins et aux conditions qu'il détermine, notamment pour entendre toute preuve qu'il juge fiable et pertinente ou pour assurer le respect des règles de justice naturelle.

37. La décision du Comité est inscrite dans les registres tenus à cette fin au greffe.

SECTION XI RÉCUSATION

38. Un membre doit se récuser notamment en cas :

- 1° de conflit d'intérêt;
- 2° de relations personnelles, familiales ou sociales avec l'une des parties ou son représentant;
- 3° s'il existe une crainte raisonnable que le membre puisse être partial.

39. L'appréhension raisonnable de partialité d'un membre doit être soulevée au début de l'audience ou dès qu'une partie a connaissance des circonstances y donnant ouverture.

40. Lorsqu'un membre se récuse, l'audience est remise, à moins qu'elle ne se tienne en présence d'un autre membre.

SECTION XII RECTIFICATION

41. Le Comité peut rectifier une décision qu'il a rendue en vue de corriger une erreur d'écriture, de calcul ou quelque autre erreur matérielle.

Il peut le faire d'office ou sur demande, tant que la décision n'a pas été inscrite en appel.

Le délai d'appel de la décision rectifiée ne court que depuis la date de rectification lorsque celle-ci porte sur le dispositif.

SECTION XIII
DISPOSITIONS FINALES

42. Le présent règlement remplace les Règles de preuve, de procédure et de pratique du Comité de déontologie policière approuvées par le décret n° 908-92 du 17 juin 1992.

43. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

55054